

**No. 28699**

---

**FRANCE  
and  
MONACO**

**Agreement on air services (with annex and exchange of letters). Signed at Monaco on 24 January 1991**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 4 March 1992.*

---

**FRANCE  
et  
MONACO**

**Convention relative à la circulation aérienne (avec annexe et échange de lettres). Signée à Monaco le 24 janvier 1991**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par la France le 4 mars 1992.*

**CONVENTION<sup>1</sup> RELATIVE À LA CIRCULATION AÉRIENNE  
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE SON ALTESSE SÉRÉNISIME LE PRINCE DE MONACO**

---

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco,

Considérant le Traité du 17 juillet 1918<sup>2</sup> et les Conventions douanière<sup>3</sup> et de voisinage du 18 mai 1963<sup>4</sup>,

Constatant que, pour assurer la sécurité et la régularité de la circulation aérienne dans certaines parties de leurs espaces aériens respectifs, il est nécessaire de définir des règles pertinentes de circulation dans le cadre de la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944<sup>5</sup>, à laquelle la République Française et la Principauté de Monaco ont adhéré,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1<sup>r</sup>*

Les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien de la Principauté de Monaco, à l'exception de la partie dudit espace située à l'intérieur d'une zone dénommée « zone réglementée monégasque », sont assurés par les services français de l'aviation civile, conformément à la législation et à la réglementation françaises. Cette zone est décrite dans l'annexe à la présente Convention, qui en fait partie intégrante.

Les services de la circulation aérienne dans la partie de l'espace aérien de la République Française située à l'intérieur de la « zone réglementée monégasque » sont assurés par les services monégasques de l'aviation civile, conformément à la législation et à la réglementation monégasques.

*Article 2*

La présente convention ne saurait être considérée comme de nature à porter atteinte aux droits souverains exercés par la République Française et la Principauté de Monaco sur leurs espaces aériens respectifs, conformément au droit international.

Elle ne fait pas non plus obstacle à l'application du Traité du 17 juillet 1918 et des Conventions douanière et de voisinage du 18 mai 1963, susvisées. Elle garantit la liberté opérationnelle des aéronefs d'Etat français en nécessité de service et des aéronefs en mission de sécurité civile de recherche et de sauvetage ou de protection de l'environnement, prescrite par les Autorités françaises.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 8 juillet 1991, date de réception de la dernière des notifications (du 4 juillet 1991) par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la Convention, conformément à l'article 6.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 981, p. 359.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 1721, n° I-29984.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 1721, n° I-29983.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, pp. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

*Article 3*

Les Administrations française et monégasque de l'aviation civile sont chargées de définir, dans un délai fixé d'un commun accord et par voie d'Arrangements administratifs, les conditions de pénétration et de sortie de la « zone réglementée monégasque », ainsi que les mesures destinées à faciliter leur fonctionnement.

*Article 4*

Ces arrangements administratifs entreront en vigueur à titre provisoire dès leur signature, et à titre définitif dès l'entrée en vigueur de la Convention.

*Article 5*

L'article 3 ainsi que l'article 1<sup>er</sup> font l'objet, pour leur application, d'un échange de lettres entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco. Cet échange de lettres est annexé à la présente Convention dont il fait partie intégrante.

*Article 6*

Chacune des parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. Celle-ci prendra effet le jour de la réception de la dernière de ces notifications.

EN FOI DE QUOI, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Monaco, en double exemplaire, le vingt-quatre janvier Mil Neuf Cent Quatre-Vingt-Onze.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé — Signed]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de son Altesse Sérénissime  
Le Prince de Monaco :

[Signé — Signed]<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Signé par Dasque — Signed by Dasque.

<sup>2</sup> Signé par Jean Ausseil — Signed by Jean Ausseil.

ANNEXE À LA CONVENTION RELATIVE À LA CIRCULATION AÉRIENNE  
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-  
VERNEMENT DE SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE PRINCE DE MONACO

DESCRIPTION DE LA « ZONE RÉGLEMENTÉE MONÉGASQUE »

Les limites en plan et en altitude de la « Zone réglementée monégasque » sont définies comme suit :

a) *Limites en plan* : Polygone défini par les points coordonnés :

- A : 43° 43' 55", 78 N et 7° 24' 25", 69 E
- B : 43° 45' 06", 18 N et 7° 26' 13", 03 E
- C : 43° 44' 35", 50 N et 7° 27' 12", 60 E
- D : 43° 44' 03", 91 N et 7° 27' 25", 06 E
- E : 43° 43' 06", 65 N et 7° 25' 20", 77 E
- F : 43° 43' 32", 90 N et 7° 25' 10", 50 E

b) *Limites verticales* : Sol/mer à 1.000 mètres/mer.

## ÉCHANGE DE LETTRES

## I

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À MONACO  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monaco, le 24 janvier 1991

Nº 20/AL

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à la Convention relative à la circulation aérienne signée ce jour.

1) Pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention, la zone de circulation d'aérodrome (A.T.Z.) de Nice sera modifiée afin qu'elle n'interfère pas avec la « zone réglementée monégasque ».

2) Pour l'application de l'article 3 de la Convention, il est entendu que le délai prévu est fixé à six mois, et que les Arrangements administratifs visés concerneront :

a) Les conditions de vol des aéronefs de la circulation aérienne générale à l'intérieur de la « zone réglementée monégasque »;

b) Les conditions d'accès, par l'Administration monégasque, au Réseau du service fixe des télécommunications aéronautiques, et les modalités de publication des informations aéronautiques monégasques;

c) Les enquêtes sur les accidents et les incidents des aéronefs civils survenus dans l'espace aérien ou sur le territoire de la Principauté;

d) Les opérations de recherche et de sauvetage en cas d'accident.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement de Son Altesse Sérenissime le Prince de Monaco sur ce qui précède. Dans l'affirmative, la présente lettre, ainsi que votre réponse, constitueront un accord entre nos deux Gouvernements qui prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de la Convention signée à Monaco le vingt-quatre janvier mil neuf cent quatre-vingt onze, dont il fera partie intégrante.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de bien vouloir agréer l'expression de ma haute considération.

[Signé]

JEAN-MICHEL DASQUE

Ministre Plénipotentiaire  
Consul Général de France

Son Excellence  
Monsieur Jean Ausseil  
Ministre d'Etat  
Monaco

## II

PRINCIPAUTÉ DE MONACO  
SERVICE DES RELATIONS EXTÉRIEURES  
DIRECTION

Le 24 janvier 1991

Nº 877

Monsieur le Consul Général,

Par lettre en date de ce jour vous avez bien voulu me faire part de ce qui suit.

[*Voir lettre I*]

J'ai l'honneur de vous faire connaître l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul Général, les assurances de ma haute considération.

[*Signé*]

JEAN AUSSEIL  
Ministre d'Etat de la Principauté

---

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

**AIR TRAFFIC AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO**

The Government of the French Republic and the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco,

Taking into consideration the Treaty of 17 July 1918<sup>2</sup> and the Customs<sup>3</sup> and Good Neighbourliness Agreements of 18 May 1963,<sup>4</sup>

Noting that, to ensure the safety and lawfulness of air traffic in certain portions of their respective airspaces, it is necessary to define the applicable traffic rules in accordance with the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944,<sup>5</sup> to which the French Republic and the Principality of Monaco have acceded,

Have agreed as follows:

*Article 1*

Air traffic services in the airspace of the Principality of Monaco other than the part of the said space located within an area known as the "Monegasque restricted area" shall be provided by the French civil aviation services in accordance with French laws and regulations. A description of that area is annexed to the present Agreement and is an integral part thereof.

Air traffic services in the part of the airspace of the French Republic located within the Monegasque restricted area shall be provided by the Monegasque civil aviation services in accordance with Monegasque laws and regulations.

*Article 2*

This Agreement shall not be deemed to violate the sovereign rights of the French Republic and the Principality of Monaco within their respective airspaces under international law.

Neither shall it impede the implementation of the above-mentioned Treaty of 17 July 1918 and the Customs and Good Neighbourliness Agreements of 18 May 1963.

It shall guarantee the operational freedom of aircraft of the French Republic in need of service and of aircraft on civil security search-and-rescue or environmental-protection missions ordered by the French authorities.

---

<sup>1</sup> Came into force on 8 July 1991, the date of receipt of the last of the notifications (of 4 July 1991) by which the Parties had informed each other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of the Agreement, in accordance with article 6.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 981, p. 359.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 1721, No. I-29984.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 1721, No. I-29983.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

*Article 3*

The French and Monegasque civil aviation administrations shall, by means of administrative arrangements and within a mutually agreed period, establish the conditions for penetration of and departure from the Monegasque restricted area, together with the necessary operating measures.

*Article 4*

The administrative arrangements shall enter into force provisionally upon signature, and on a final basis upon entry into force of the Agreement.

*Article 5*

The implementation of article 3 and article 1 is the subject of an exchange of letters between the Government of the French Republic and the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco. This exchange of letters is annexed to the present Agreement and is an integral part thereof.

*Article 6*

Each Party shall notify the other when it has complied with the constitutional requirements for the entry into force of the Agreement, which shall take effect on the day on which the last such notification is received.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Monaco on 24 January 1991.

For the Government  
of the French Republic:

[DASQUE]

For the Government  
of His Serene Highness  
the Prince of Monaco:

[JEAN AUSSEIL]

ANNEX TO THE AIR TRAFFIC AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF  
THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS SERENE HIGH-  
NESS THE PRINCE OF MONACO

DESCRIPTION OF THE MONEGASQUE RESTRICTED AREA

The horizontal and vertical limits of the Monegasque restricted area shall be as follows:

(a) *Horizontal limits*: The polygon defined by the following coordinates:

- A : 43° 43' 55", 78 N and 7° 24' 25", 69 E
- B : 43° 45' 06", 18 N and 7° 26' 13", 03 E
- C : 43° 44' 35", 50 N and 7° 27' 12", 60 E
- D : 43° 44' 03", 91 N and 7° 27' 25", 06 E
- E : 43° 43' 06", 65 N and 7° 25' 20", 77 E
- F : 43° 43' 32", 90 N and 7° 25' 10", 50 E

(b) *Vertical limits*: Ground or sea level to 1,000 metres above sea level.

## EXCHANGE OF LETTERS

## I

CONSULATE OF FRANCE  
MONACO

24 January 1991

Sir,

I refer to the Air Traffic Agreement signed on this day.

(1) As regards the implementation of article 1 of the Agreement, the aerodrome traffic zone (A.T.C.) shall be modified in order not to interfere with the Monegasque restricted area.

(2) As regards the implementation of article 3 of the Agreement, it is agreed that the period referred to shall be set at six months and that the administrative arrangements referred to shall concern:

(a) The flight conditions of aircraft of general air traffic within the Monegasque restricted area;

(b) The conditions for access by the Monegasque administration to the aeronautical fixed telecommunication network, and the procedures for publishing Monegasque aeronautical data;

(c) Investigations into accidents and incidents involving civil aircraft which occur in the airspace or on the territory of the Principality;

(d) Search-and-rescue operations in the event of an accident.

I should be grateful if you would confirm that the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco agrees with the foregoing. If such is the case, this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments which shall take effect on the date of the entry into force of the Agreement signed at Monaco on 24 January 1991 and shall be an integral part thereof.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

[Signed]

JEAN-MICHEL DASQUE  
Minister Plenipotentiary  
Consul-General of France

His Excellency Mr. Jean Ausseil  
Minister of State  
Monaco

## II

FOREIGN AFFAIRS SERVICE  
PRINCIPALITY OF MONACO

24 January 1991

Sir,

I thank you for your letter of today's date which reads as follows:

[*See letter I*]

I have the honour to inform you of my Government's agreement to the foregoing.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

[*Signed*]

JEAN AUSSEIL  
Minister of State of the Principality

The Consul-General of France  
Monaco

---

